Proposition du Conseil administratif du 16 juin 2021 en vue de l'ouverture d'un crédit budgétaire supplémentaire de 754 000 francs destiné à financer les surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires.

Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux,

Dans sa séance du 29 mars 2021, le Conseil municipal a adopté la proposition PR-1449 du 17 mars 2021 ouvrant un crédit budgétaire supplémentaire de 1 200 000 francs destiné à financer les surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires pour la période allant jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours (2020-2021).

Sur la base des informations reçues le 14 juin du Département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse (DIP), les plans de protection pour l'école primaire et le parascolaire mis en place durant toute l'année scolaire 2020-2021 seront reconduits au sein des 53 écoles primaires de la Ville de Genève à la prochaine rentrée scolaire.

Bien que la situation sanitaire montre des signes d'amélioration suite aux campagnes de vaccination, le DIP a confirmé sa volonté de prolonger les plans de protection, essentiellement parce que la vaccination des enfants n'est pour l'heure pas envisagée et qu'elle n'est pas obligatoire pour les adultes qui les encadrent.

S'il n'est pas possible de connaître dès à présent le contenu exact des plans de protection pour la rentrée scolaire du 30 août 2021, ils seront néanmoins très proches des plans actuels.

Les communes qui ont l'obligation légale d'entretenir des établissements scolaires du primaire se doivent de garantir le respect de ces plans pour la sécurité des élèves et du personnel cantonal, communal et associatif qui travaille dans les écoles.

Ainsi, la mise en œuvre des plans de protection pour la période de septembre à décembre 2021 génère nécessairement des coûts supplémentaires, qui font l'objet de la présente proposition.

Afin de préparer la rentrée scolaire, le Service des écoles et institutions pour l'enfance (ECO) doit pouvoir anticiper la mise en œuvre des futurs plans de protection dès le premier jour de la rentrée scolaire. Les mesures envisagées seront évidemment adaptées ou allégées si les plans de protection définitifs, qui ne seront connus qu'à la fin du mois d'août, devaient être modifiés.

Sur la base des informations connues à ce jour, les surcoûts estimés pour la période de septembre à décembre 2021 sont évalués à 754 000 francs, lesquels se décomposent comme suit.

1) Renforcement des équipes en place – augmentation de taux d’activité et mandats à des entreprises

Le renforcement des équipes en place (augmentation temporaire de taux d’activité ou mandats supplémentaires confiés à des entreprises) permet de faire face à l’augmentation des tâches de nettoyage des locaux (désinfection de tous les points contacts et des pupitres, nettoyages accrus des sanitaires, etc.). Concrètement, il est prévu d’augmenter le taux d’activité de 21 personnes au sein de l’ECO, à concurrence de 7,4 ETP pour un total de 215 000 francs

Quant aux mandats confiés aux entreprises de nettoyage, ils permettront de pallier l’insuffisance de personnel au sein de l’ECO, en assurant une prestation équivalente, avec un surcoût estimé à 360 000 francs.

2) Achats de produits et de matériel de nettoyage

Les achats de produits et de matériel ont été importants depuis le début de la crise sanitaire. Il s’agit principalement de produits de nettoyage et de papier pour les mains dont la consommation est beaucoup plus importante en raison du nettoyage très fréquent des mains des enfants.

Les surcoûts engendrés pour l’achat de produits et de matériel sont estimés à 59 000 francs.

3) Restauration scolaire – complément de subvention attendu

La prestation de restauration scolaire est essentiellement déléguée à des associations de cuisines et restaurants scolaires (ACRS).

Dans ce contexte, des subventions plus importantes devront être versées aux associations de cuisines et restaurants scolaires en lien avec l’organisation des repas nécessitant plus de personnel de service, des nettoyages renforcés et des pertes de recettes en lien avec la baisse de fréquentation des élèves. Le surcoût est estimé à 120 000 francs.

Pour la période de septembre à décembre 2021, le respect des plans de protection génère donc un surcoût, lequel est estimé comme suit.

Renforcement des équipes – augmentations temporaires des taux d’activité du personnel de nettoyage	Fr. 215 000
Renforcement des équipes – mandats à des entreprises	360 000
Achats de produits et de matériel	59 000
Restauration scolaire – complément de subvention attendu	<u>120 000</u>
Total	754 000

Au bénéfice de ce qui précède, nous vous invitons, Mesdames les conseillères municipales, Messieurs les conseillers municipaux, à approuver le projet de délibération ci-après.

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l’article 30, alinéa 1, lettre d) de la loi sur l’administration des communes, du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit budgétaire de 754 000 francs destiné à financer les surcoûts liés à la mise en œuvre des plans de protection dans les écoles primaires.

Art. 2. – La charge supplémentaire prévue à l’article premier sera couverte par des économies équivalentes de charges ou par de nouveaux produits dans le budget de fonctionnement 2021 de la Ville de Genève.

Art. 3. – La charge prévue à l’article premier sera imputée aux comptes budgétaires 2021 du Service des écoles et institutions pour l’enfance,

cellule de gestion 50030004	Fr.
36 Charges de transfert (subvention)	120 000
cellule de gestion 50030100	
30 Charges de personnel	215 000
31 Biens, services et autres charges d’exploitation	419 000

Art. 4. – La présente délibération est munie de la clause d’urgence, conformément à l’article 32 de la loi sur l’administration des communes du 13 avril 1984.